

6.6

Placements

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Financière Sun Life inc.	8 mars 2019	Ontario
First Capital Realty Inc.	6 mars 2019	Ontario
Fonds de perception de primes de risque diversifiées Mackenzie	11 mars 2019	Ontario
Fonds de primes de risque améliorées sur actions Mackenzie		
Fonds de primes de risque améliorées sur titres à revenu fixe Mackenzie		
Fonds d'actions acheteur/vendeur de ressources énergétiques mondiales Mackenzie		

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
-------------------	--------------	----------------------------------

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Lightspeed POS Inc.	7 mars 2019	Québec <ul style="list-style-type: none"> - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île-du-Prince-Édouard - Terre-Neuve et Labrador - Territoires du Nord-Ouest - Yukon - Nunavut
FNB Horizons Revenu sur l'or FNB Horizons Revenu sur le gaz naturel	11 mars 2019	Ontario
Fonds à rendement cible Franklin Fonds de placements alternatifs Franklin K2	6 mars 2019	Ontario
Fonds du marché monétaire Purpose	8 mars 2019	Ontario
Zymeworks Inc.	6 mars 2019	Colombie-Britannique

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Catégorie équilibrée américaine Blue Chip Dynamique Catégorie mondiale navigateur Power	11 mars 2019	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Dynamique		
Fonds collectif d'obligations canadiennes GPPMD	11 mars 2019	Ontario
Fonds collectif d'obligations canadiennes à long terme GPPMD		
Fonds d'épargne à intérêt élevé Ninepoint <i>(auparavant, fonds d'obligations à court terme Ninepoint)</i>	12 mars 2019	Ontario
Fonds d'obligations Phillips, Hager & North	12 mars 2019	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Canadienne Impériale de Commerce	7 mars 2019	3 novembre 2017
Banque Canadienne Impériale de Commerce	7 mars 2019	3 novembre 2017
Banque Canadienne Impériale de Commerce	7 mars 2019	3 novembre 2017
Banque Canadienne Impériale de Commerce	7 mars 2019	3 novembre 2017
Banque Canadienne Impériale de Commerce	12 mars 2019	3 novembre 2017
Banque Canadienne Impériale de Commerce	12 mars 2019	3 novembre 2017

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Canadienne Impériale de Commerce	12 mars 2019	3 novembre 2017
Banque Canadienne Impériale de Commerce	12 mars 2019	3 novembre 2017
Banque de Montréal	6 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	6 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	7 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	8 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	8 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	8 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	8 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	8 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	8 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	8 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	8 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	8 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	8 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	8 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	8 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	8 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	8 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	8 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	11 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	11 mars 2019	1 ^{er} juin 2018
Banque de Montréal	11 mars 2019	1 ^{er} juin 2018

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Nationale du Canada	7 mars 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	8 mars 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	8 mars 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	11 mars 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	11 mars 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	11 mars 2019	3 juillet 2018
Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique	11 mars 2019	1 ^{er} mars 2019
Fortified Trust ^{MC}	6 mars 2019	24 avril 2018
La Banque Toronto-Dominion	6 mars 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	6 mars 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	6 mars 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	7 mars 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	7 mars 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	7 mars 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	7 mars 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	7 mars 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	7 mars 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	8 mars 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	8 mars 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	11 mars 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	12 mars 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	12 mars 2019	28 juin 2018

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'Autorité publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (« Règlement 45-106 ») et au *Règlement 45-513 sur la dispense de prospectus pour placement de titres auprès de porteurs existants* (« Règlement 45-513 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513, selon le cas, avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les émetteurs concernés. L'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

Depuis le 1^{er} octobre 2015, l'information sur les placements avec dispense est présentée sous un nouveau format.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
AM Resources Corp.	2018-08-14	521 121 \$
Apogee Opportunities (USA) Inc.	2018-06-29	8 945 680 \$
Bearing Lithium Corp.	2018-08-08 au 2018-08-16	2 282 500 \$
Berkwood Resources Ltd.	2018-07-27	320 000 \$
Corporation Fiera Capital	2018-08-09	11 721 607 \$
Fiducie de revenu résidentiel Equiton	2018-08-07 au 2018-09-17	20 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Green Star Biosciences Inc.	2018-07-24 au 2018-07-31	3 383 381 \$
Imagination Park Entertainment Inc.	2018-08-09	555 000 \$
Les produits TV BWS inc.	2018-08-10	148 000 \$
Impak Finance inc.	2018-07-25	554 400 \$
Old Kent Road Income Fund I	2018-08-10	234 670 \$
PHEMI Systems Corporation	2018-08-09	1 968 948 \$
Prestige Hospitality Opportunity Fund - I	2018-08-08	226 998 \$
Saville Resources Inc.	2018-08-09	877 700 \$
Tidal Health Solutions Ltd.	2018-07-06	6 184 000 \$
Trez Capital Yield Trust	2018-08-07 au 2018-08-10	821 818 \$

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Aucune information

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Brookfield Business Partners L.P.

Vu la demande présentée par Brookfield Business Partners L.P. (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 19 février 2019 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2.2(2) et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu le *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V-1.1, r. 3, et les termes définis suivants :

« annexes » : les annexes au formulaire américain 20-F de l'émetteur, ainsi que les annexes à tout autre document américain de l'émetteur préparé conformément à la Loi de 1934, lesquelles seront intégrées par renvoi dans le prospectus;

« dispense permanente » : la dispense de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française des annexes;

« dispense temporaire » : la dispense temporaire de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française des documents visés;

« documents visés » : l'état de la situation financière pro forma de l'émetteur pour la période terminée le 30 septembre 2018, l'état du résultat global pro forma de l'émetteur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 et la période terminée le 30 septembre 2018, les états financiers annuels cumulés audités de Toshiba Nuclear Energy Holdings (US) inc. et de Toshiba Nuclear Energy Holdings (UK) Ltd. pour l'exercice terminé le 31 mars 2018, le rapport financier intermédiaire cumulé de Toshiba Nuclear Energy Holdings (US) inc. et de Toshiba Nuclear Energy Holdings (UK) Ltd. pour la période terminée le 30 juin 2018, les états financiers détachés annuels audités de Johnson Controls International plc pour l'exercice terminé le 30 septembre 2018 et le rapport financier détaché intermédiaire de Johnson Controls International plc pour la période terminée le 31 décembre 2018;

« prospectus » : le prospectus préalable de base provisoire et le prospectus préalable de base et les suppléments s'y rapportant;

« prospectus préalable de base » : le prospectus préalable de base se rapportant au prospectus préalable de base provisoire, ainsi que toute version modifiée de celui-ci;

« prospectus préalable de base provisoire » : le prospectus préalable de base provisoire que l'émetteur prévoit déposer auprès de l'Autorité le ou vers le 21 février 2019, lequel vise un placement de parts sans droit de vote, de parts de société en commandite privilégiées et de reçus de souscription, ainsi que toute version modifiée de celui-ci;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la demande visant à obtenir la dispense temporaire et la dispense permanente;

Vu les considérations suivantes :

1. L'émetteur est un émetteur assujéti dans chacun des territoires du Canada;
2. L'émetteur est assujéti à la Loi de 1934 et se conforme à celle-ci;
3. Le dépôt par l'émetteur des documents exigés en vertu de la Loi de 1934 a pour conséquence d'intégrer les annexes par renvoi dans le prospectus;
4. En vertu de la législation en valeurs mobilières du Québec, les documents contenus aux annexes n'auraient pas eu à être intégrés par renvoi dans le prospectus, n'eût été l'intégration par renvoi dans le prospectus des documents exigés en vertu de la Loi de 1934;
5. Tout document intégré par renvoi dans un prospectus fait partie intégrante de celui-ci;
6. Du fait de leur intégration par renvoi dans le prospectus, les annexes doivent être établies en français ou en français et en anglais;

7. Tous les documents pour lesquels une version française est exigée par la législation en valeurs mobilières du Québec seront traduits;

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde :

1. la dispense temporaire à la condition que les documents visés soient traduits en français et que la version française de ces documents soit déposée auprès de l'Autorité dans les meilleurs délais, mais au plus tard au moment du dépôt du prospectus préalable de base;
2. la dispense permanente.

Fait le 21 février 2019.

Hugo Lacroix
Surintendant des marchés de valeurs par intérim

Décision n°: 2019-SMV-0008

Drone Delivery Canada Corp.

Vu la demande présentée par Drone Delivery Canada Corp. (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 7 mars 2019 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2.2(2) et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la demande visant à obtenir une dispense temporaire de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et à l'article 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française des documents suivants de l'émetteur qui seront intégrés par renvoi dans le prospectus simplifié provisoire que l'émetteur entend déposer le ou vers le 11 mars 2019 (la « dispense demandée ») :

1. les états financiers annuels consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 ainsi que le rapport de gestion annuel correspondant;
2. le rapport financier intermédiaire consolidé pour la période intermédiaire terminée le 30 septembre 2018 ainsi que le rapport de gestion intermédiaire correspondant;
3. la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 laquelle sera déposée en version anglaise sur SEDAR le ou vers le 11 mars 2019;
4. la circulaire de sollicitation de procurations datée du 17 mai 2018;

(collectivement, les « documents visés »);

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée à la condition que les documents visés soient traduits en français et que la version française des documents visés soit déposée auprès de l'Autorité dans les meilleurs délais, mais au plus tard au moment du dépôt du prospectus simplifié se rapportant au prospectus simplifié provisoire.

Fait le 8 mars 2019.

Lucie J. Roy
Directrice principale du financement des sociétés

Décision n°: 2019-FS-0033

Exchange Income Corporation

Vu la demande présentée par Exchange Income Corporation (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 7 mars 2019 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2.2(2) et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la demande visant à obtenir une dispense temporaire de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et à l'article 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française des états financiers annuels consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 ainsi que le rapport de gestion annuel correspondant (collectivement, les « documents visés ») qui seront intégrés par renvoi dans le prospectus simplifié provisoire que l'émetteur entend déposer le ou vers le 12 mars 2019 (la « dispense demandée »);

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée à la condition que les documents visés soient traduits en français et que la version française des documents visés soit déposée auprès de l'Autorité dans les meilleurs délais, mais au plus tard au moment du dépôt du prospectus simplifié se rapportant au prospectus simplifié provisoire.

Fait le 8 mars 2019.

Lucie J. Roy
Directrice principale du financement des sociétés

Décision n°: 2019-FS-0034

Medmen Entreprises Inc.

Vu la demande présentée par Medmen Entreprises Inc. (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 21 février 2019 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2.2(2) et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu le *Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable*, RLRQ, c. V-1.1, r. 17;

Vu le *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V-1.1, r. 3, et les termes définis suivants :

« dispense permanente » : la dispense de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française du prospectus et du supplément établissant le placement au cours du marché;

« prospectus » : le prospectus préalable de base provisoire et le prospectus préalable de base;

« prospectus préalable de base » : le prospectus préalable de base se rapportant au prospectus préalable de base provisoire, ainsi que toute version modifiée de celui-ci;

« prospectus préalable de base provisoire » : le prospectus préalable de base provisoire que l'émetteur prévoit déposer auprès de l'Autorité le ou vers le 26 février 2019, ainsi que toute version modifiée de celui-ci;

« SEDAR » : le système électronique de données, d'analyse et de recherche;

« supplément établissant le placement au cours du marché » : le supplément au prospectus préalable de base qui établira le placement au cours du marché;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la demande visant à obtenir la dispense permanente;

Vu les considérations suivantes :

1. L'émetteur est un émetteur assujéti dans toutes les provinces du Canada, à l'exception du Québec;
2. L'émetteur compte effectuer un placement au cours du marché;
3. Dans le cadre d'un placement au cours du marché, l'émetteur peut placer ses titres auprès de souscripteurs québécois;
4. Un émetteur qui entend procéder au placement de ses titres au Québec est tenu d'établir un prospectus;
5. Dans le cadre d'un placement au cours du marché, les souscripteurs acquièrent leurs titres directement sur le marché et l'émetteur est dispensé de leur remettre le prospectus;
6. La version anglaise du prospectus et du supplément établissant le placement au cours du marché sera déposée sur SEDAR;

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense permanente à la condition que le prospectus et tout supplément autre que le supplément établissant le placement au cours du marché soient traduits en français si l'émetteur place des titres auprès de souscripteurs québécois dans le cadre d'un placement autre qu'au cours du marché.

Fait le 25 février 2019.

Hugo Lacroix
Surintendant des marchés de valeurs par intérim

Décision n°: 2019-SMV-0010

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.